

LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Un défi qui divise le Nord et le Sud

Le réchauffement climatique constitue un des défis majeurs de notre siècle. Son importance est telle que les Nations unies ont décidé d'adopter, dès le premier sommet de la Terre, tenu à Rio en 1992, une convention dénommée CNUCC (Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques) pour prendre les mesures nécessaires pour lutter contre ce phénomène qui menace l'humanité entière. Vingt ans après, cette question, pourtant d'une extrême gravité, demeure toujours sans réponse.

Les émissions des Gaz à effet de serre (GES) ne cessent de croître en dépit des désastres que cela engendre et malgré les nombreuses mises en garde des organismes et institutions internationaux de protection de l'environnement.

A quelques jours du prochain sommet de la Terre (Rio+20), qui se tiendra du 10 au 12 juin au Brésil, il nous a paru utile de rappeler aux lecteurs les enjeux du réchauffement climatique et d'analyser les raisons et les conséquences de l'échec actuel de la communauté internationale sur ce sujet.

Réchauffement climatique : les pays du Sud plus durement touchés

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), mis en place en 1988 par les Nations unies, le réchauffement climatique est une conséquence directe de l'augmentation de la concentration dans l'atmosphère des gaz à effet de serre et notamment du CO₂.

Ces gaz sont d'origine anthropique, c'est-à-dire liée aux activités de l'homme et plus particulièrement à sa consommation immodérée d'énergies fossiles polluantes tels le charbon et le pétrole.

Malgré les objections de certains «climato-sceptiques», le phénomène du réchauffement climatique est un fait avéré. Il a été mesuré par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) selon laquelle la décennie 2001-2011 a été «la plus chaude jamais observée sur tous les continents du globe».

Ses effets sont tout autant nombreux que cataclysmiques. Il provoque la fonte des glaciers de l'Arctique (voir figure 1) et l'élévation du

niveau des océans qui, à terme, entraîneront la disparition de certaines régions du monde comme les îles Maldives. D'autres îles, à l'image de l'île de Lohachara (Inde), disparue en 2006, ont déjà été rayées de la carte. De nombreuses régions continentales sont également menacées. C'est le cas notamment des Pays-Bas et du Bangladesh.

Le réchauffement climatique accélère la désertification des terres, réduit les rendements agricoles et provoque un déséquilibre hydrique. Il favorise aussi l'émergence de nombreuses maladies tels les pathologies cardiovasculaires, les cancers et les maladies dues à certains parasites et autres allergènes.

Ces effets, qui n'épargnent ni l'homme, ni la faune, ni la flore, ne frappent pas toutes les régions du globe avec la même intensité. D'après le GIEC, l'Afrique, l'Asie et les zones insulaires seront les plus durement touchées. La malnutrition et autres catastrophes naturelles aggraveront donc la situation déjà précaire que vivent les populations de ces régions. Un déplacement massif de réfugiés «climatiques» est prévu par de nombreux organismes. Les Nations unies estiment ce flux migratoire à plus de 250 millions de personnes d'ici 2050 ; certaines ONG l'évaluent à un milliard.

Protocole de Kyoto : un accord «historique» non appliqué

Le protocole de Kyoto a été signé au Japon le 11 décembre 1997 et mis en vigueur le 16 février 2005. Les dispositions principales de ce protocole fixent un objectif de réduction des émissions globales de GES de 5,2% en 2012, par rapport à 1990.

Elles définissent aussi le taux de diminution des émissions de GES de tous les pays industrialisés (pays dits de l'annexe I). Ce protocole a été qualifié d'historique par de nombreux observateurs pour plusieurs raisons.

D'abord, c'est le premier accord qui arrête des mesures quantifiées pour contenir le réchauffement climatique, ensuite et surtout, parce que les pays industrialisés, qui sont responsables de plus de 70% des GES émis depuis le début de la révolution industrielle, ont reconnu, pour la première fois, leur responsabilité directe dans ce phénomène. Ces pays se sont même

engagés, sous peine de sanctions, à limiter leurs émissions de GES, sans astreindre les pays émergents et ceux en voie de développement à une quelconque restriction.

C'est le principe de la responsabilité différenciée. Son application a constitué une grande avancée, peut-être même une première, dans les relations internationales. Trop beau pour être vrai, ce protocole n'a pas été, malheureusement, suivi d'effet.

Résultat : les émissions de GES, qui devaient diminuer, se sont fortement accrues.

A titre d'exemple, les émissions des Etats-Unis, qui représentent 25% des émissions mondiales, ont encore augmenté de 10,5% selon le rapport publié le 15 avril dernier par l'agence américaine de protection de l'environnement (EPA). Ceci est également le cas des autres pays industrialisés.

Autre fait sans précédent, le Canada, qui encourait de lourdes sanctions financières du fait du large dépassement de son quota d'émission, s'est tout simplement retiré du protocole de Kyoto qu'il a pourtant ratifié.

Conférence de Copenhague : remise en cause du principe de responsabilité différenciée

Devant le bilan décevant du protocole de Kyoto, tous les espoirs se sont reportés sur la conférence de Copenhague qui s'est tenue du 7 au 18 décembre 2009 au Danemark. L'objectif fixé à cette conférence était des plus ambitieux. Il consistait à prendre les actions nécessaires pour limiter l'élévation de la température de la planète à moins de 2°C d'ici 2050. Ce seuil critique, fixé par le GIEC, se devait d'être respecté pour éviter les effets catastrophiques du réchauffement climatique.

Cette conférence a bien commencé. Elle a regroupé plus d'une centaine de chefs d'Etat et de gouvernement et connu une participation record

de près de 20 000 participants. Au bout de 10 jours d'intenses négociations, qui ont tenu en haleine le monde entier grâce à une couverture médiatique exceptionnelle, il fallait se rendre à l'évidence.

Cette conférence a été un fiasco. Le pseudo-accord, qui a été finalement convenu, ne fait que réitérer la nécessité de contenir l'augmentation de température à 2°C sans fixer aucune mesure pour y parvenir. On s'est contenté de demander aux parties de «faire de leur mieux» sans aucun engagement contraignant.

Cet échec est dû essentiellement à la remise en cause du principe de responsabilité différenciée par les pays industrialisés. Ceux-ci ne voulaient plus être les seuls à limiter leurs émissions.

Ils proposaient d'étendre les mêmes mesures aux autres pays. L'ère du pollueur payeur est donc révolue.

Le seul point positif de cette conférence a été la promesse de la création d'un fonds vert pour le climat d'un montant de 100 milliards à l'horizon 2020, destiné à aider les pays en développement à s'adapter à l'impact du dérèglement climatique et lutter contre la déforestation.

Même cette mesure, minimaliste, semble remise en cause, puisque le comité chargé de lever ces fonds n'a pas été encore installé.

Conférence de Durban : un échec lourd de conséquences

Mal partie après les déboires de Kyoto et de Copenhague, la conférence de Durban, tenue du 28 novembre au 9 décembre 2011 en Afrique du Sud, était présentée comme celle de la dernière chance.

C'était, en effet, la dernière occasion pour mettre en place un instrument juridique de lutte contre le réchauffement climatique, en remplacement du protocole de Kyoto qui expirera fin 2012. Comme dans les précédentes confé-



Photo : DR

Par Salah Azzoug
Ingénieur en raffinage
et pétrochimie
azzoug_s@yahoo.com

rences, toutes les parties soulignent la gravité de la situation mais n'arrivent pas à s'entendre sur ce qu'il faut faire.

Faute de solution, il a été finalement décidé de reporter la date d'un éventuel accord pour 2015 avec une entrée en vigueur en 2020.

Autrement dit, il n'y aura aucun accord et, bien évidemment, aucune restriction formelle des émissions de GES durant la période 2013-2020. Compte tenu de cette situation, le respect du seuil critique de limitation de la température de la planète exigera un rythme de réduction des GES encore plus élevé (4% par an) à partir de 2020.

Ce taux est jugé tout simplement inatteignable par de nombreux spécialistes. Autant donc dire que l'échec de Durban a placé la planète terre sur une orbite de réchauffement irréversible aux conséquences gravissimes.

Conclusion

La question du réchauffement climatique confirme, si besoin est, que les relations et les accords internationaux sont régis par les seuls intérêts partisans.

La notion d'intérêt commun, quand bien même il s'agit d'une question essentielle pour toute l'humanité, passe au second plan. Dans ces conditions, il ne reste plus qu'à espérer que les climato-sceptiques, c'est-à-dire ceux qui croient que le réchauffement climatique n'est pas dû aux émissions de GES d'origine anthropique, aient raison.

Autrement, l'avenir des futures générations, surtout celles des pays du Sud qui seront les plus affectées, n'est pas enviable.

Pour ne pas terminer sur une note pessimiste, formulons le vœu pour un sursaut salutaire de la communauté internationale sur ce sujet.

S. A.

